

Corrigé et barème – L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux

Krach de Wall Street, propagation mondiale, chômage, New Deal, réponses des démocraties, Front populaire (programme d'histoire de Tle)

Durée : 120 min – Sans document – Sur 20 points · Terminale

Exercice 1 – Repères chronologiques

(4 pts)

- a) Le « jeudi noir » est le 24 octobre 1929 : près de 13 millions d'actions sont mises en vente dans la panique à la Bourse de New York, ce qui marque le début du krach de Wall Street. (1)
- b) Le 21 septembre 1931, le Royaume-Uni suspend la convertibilité de la livre en or. La livre était la monnaie de référence du commerce mondial : sa sortie de l'or, suivie par de nombreux pays, fait éclater le système monétaire international et ouvre l'ère des blocs monétaires. (1)
- c) Tarif Hawley-Smoot (17 juin 1930) ; faillite du Creditanstalt de Vienne (mai 1931) ; conférence économique de Londres (juin-juillet 1933) ; accords de Matignon (7-8 juin 1936). (1)
- d) Hoover crée la Reconstruction Finance Corporation en janvier 1932 (ou signe le tarif Hawley-Smoot en juin 1930). Roosevelt lance le New Deal avec les Cent-Jours de 1933 (ou le Social Security Act, 14 août 1935). Laval impose des décrets-lois de déflation en juillet 1935 (baisse de 10 % des dépenses publiques). Blum obtient les accords de Matignon (7-8 juin 1936) puis les lois sur les congés payés et les 40 heures (20 et 21 juin 1936). (1)

Repère — Une date sans acteur ni conséquence ne rapporte presque rien : associez toujours le quand, le qui et le pourquoi.

Exercice 2 – Analyse d'un document statistique : le chômage aux États-Unis

(4 pts)

- a) C'est un tableau statistique tiré des séries historiques officielles des États-Unis, publiées par le Bureau du recensement en 1975 d'après les estimations de l'économiste Stanley Lebergott. Il mesure la part des actifs civils sans emploi, de 1929 à 1939 : il couvre toute la décennie de la crise. (1)
- b) Le taux de chômage passe de 3,2 % en 1929, situation de quasi-plein emploi, à 24,9 % en 1933 : il est multiplié par près de 8 et touche alors un actif sur quatre, soit plus de douze millions de personnes. Cette explosion s'explique par la dépression : krach d'octobre 1929, environ 9 000 faillites bancaires entre 1930 et 1933, effondrement du crédit, de la consommation et de la production industrielle, presque divisée par deux. (1)
- c) Après 1933, le New Deal fait reculer le chômage jusqu'à 14,3 % en 1937 : sauvetage des banques, grands travaux (TVA, WPA), aide aux agriculteurs, dévaluation du dollar. En 1937, Roosevelt réduit les dépenses publiques pour revenir à l'équilibre budgétaire et la Réserve fédérale resserre le crédit : la récession de 1937-1938 fait remonter le chômage à 19 % en 1938. (1)
- d) En 1939, le chômage atteint encore 17,2 %, bien au-dessus de 1929 : le New Deal a atténué la crise et évité l'effondrement, mais il ne l'a pas résolue. C'est l'effort de guerre, à partir de 1940-1941, qui ramène le plein emploi. (1)

Erreur fréquente — Écrire que le New Deal a « mis fin à la crise » : le tableau montre un chômage encore supérieur à 17 % en 1939.

Exercice 3 – Question problématisée guidée : comment la crise devient-elle mondiale ?

(4 pts)

- a) Depuis le plan Dawes d'août 1924, l'Allemagne vit en partie de prêts américains qui lui permettent de payer ses réparations à la France et au Royaume-Uni, lesquels remboursent leurs dettes de guerre aux États-Unis. Après le krach, les banques américaines en difficulté rapatrient leurs capitaux : l'Allemagne et l'Autriche, qui en dépendent, voient leurs banques fragilisées. (1)
- b) En mai 1931, le Creditanstalt de Vienne fait faillite ; la panique gagne l'Allemagne, où la Danatbank s'effondre en juillet 1931. Le moratoire Hoover (20 juin 1931) suspend réparations et dettes pour un an, sans enrayer la crise. La pression se reporte sur la livre, et le Royaume-Uni abandonne l'étalon-or le 21 septembre 1931 : la crise est devenue européenne et monétaire. (1)
- c) Le tarif Hawley-Smoot du 17 juin 1930 relève fortement les droits de douane américains ; les autres pays répliquent, le Royaume-Uni adopte des droits de douane et la préférence impériale à Ottawa en 1932. Chaque pays ferme son marché, ce qui ferme les débouchés de tous : les importations mondiales perdent les deux tiers de leur valeur entre janvier 1929 et janvier 1933, et la conférence de Londres échoue en 1933. (1)
- d) La baisse de la demande fait s'effondrer les prix des produits bruts. Le Brésil détruit des millions de sacs de café à partir de 1931 pour soutenir les cours ; en Indochine, les prix du riz et du caoutchouc s'effondrent ; au Japon, la chute de la soie ruine les campagnes. Les paysans des pays producteurs et des colonies perdent leurs revenus : la crise est bien mondiale. (1)

Le point clé — Trois canaux de propagation (capitaux, monnaie, commerce) : les nommer donne au correcteur le plan de votre réponse.

Exercice 4 – Analyse d'un document : les lois sociales de juin 1936

(4 pts)

- a) Ces lois sont votées quelques semaines après la victoire du Front populaire aux élections des 26 avril et 3 mai 1936, par une Chambre à majorité de gauche. Léon Blum est président du Conseil depuis le 4 juin, et une vague de grèves avec occupation d'usines, forte de près de deux millions de grévistes, pousse le gouvernement et le patronat à céder vite. (1)
- b) Le Front populaire pense que la crise vient d'une insuffisance de pouvoir d'achat. En partageant le travail (40 heures), on doit embaucher davantage ; en maintenant les salaires et en offrant des congés, on soutient la consommation, donc la production. C'est une politique de relance par la demande, à l'opposé de la déflation de Laval en 1935. (1)
- c) Les accords de Matignon (7-8 juin 1936) sont un contrat entre la CGPF et la CGT : hausses de salaires de 7 à 15 %, principe des contrats collectifs, délégués ouvriers, liberté syndicale. Les congés payés et les 40 heures ne sont pas dans Matignon : ce sont des lois votées par le Parlement les 20 et 21 juin, comme l'organisation des conventions collectives le 24 juin. (1)
- d) Sur le plan économique, le bilan est décevant : les prix montent et rattrapent les salaires, les capitaux fuient, le franc est dévalué le 1er octobre 1936, Blum annonce une « pause » en février 1937, et les décrets-lois Reynaud de novembre 1938 assouplissent les 40 heures. Sur le plan social, en revanche, les congés payés et les conventions collectives constituent des acquis durables qui transforment la vie ouvrière. (1)

Attention — Congés payés et 40 heures sont des lois des 20 et 21 juin 1936, pas des clauses des accords de Matignon.

Exercice 5 – Rédiger : les démocraties face à la crise

(4 pts)

- a) L'orthodoxie libérale consiste à laisser le marché corriger seul ses déséquilibres, tandis que l'État équilibre son budget et défend la valeur de sa monnaie. Exemples : les décrets-lois du chancelier Brüning en Allemagne (1930-1932) ; les décrets-lois Laval de juillet 1935 en France, qui baissent de 10 % les dépenses publiques et les traitements des fonctionnaires. (1)
- b) L'Emergency Banking Act (9 mars 1933) rouvre sous contrôle les banques pour rétablir la confiance ; la TVA (18 mai 1933) aménage la vallée du Tennessee par de grands travaux créateurs d'emplois ; le Social Security Act (14 août 1935) crée retraites et assurance-chômage pour protéger les salariés. On peut aussi citer l'AAA (mai 1933) ou le Wagner Act (5 juillet 1935). (1)
- c) Point commun : les deux politiques rompent avec l'orthodoxie et font intervenir l'État pour relancer l'économie et protéger les salariés (droit syndical, Wagner Act en 1935 ; conventions collectives et congés payés en 1936). Différence : le New Deal dure de 1933 à la fin des années 1930 et s'appuie sur une dévaluation précoce du dollar, alors que le Front populaire, bref (juin 1936-juin 1937), mise sur les salaires tout en restant dans le bloc-or jusqu'à la dévaluation tardive d'octobre 1936. (1)
- d) La crise fragilise les démocraties parce que le chômage de masse et la ruine des classes moyennes discréditent des gouvernements qui semblent impuissants. En Allemagne, le vote nazi passe de 18,3 % en 1930 à 37,3 % en juillet 1932, et Hitler devient chancelier le 30 janvier 1933 ; en France, l'émeute du 6 février 1934 montre la force de l'antiparlementarisme. La crise n'est pourtant qu'un contexte favorable : Mussolini est au pouvoir en Italie depuis 1922, et les démocraties américaine, britannique et française survivent. (1)

À retenir — Une comparaison se construit en deux temps, point commun puis différence, chacun appuyé sur un fait daté.